

Lettre de Maurice Couve de Murville à Antoine Pinay (Washington, 27 mai 1955)

Légende: Le 27 mai 1955, Maurice Couve de Murville, ambassadeur de France à Washington, fait part à Antoine Pinay, ministre français des Affaires étrangères, des réactions américaines face aux changements intervenus dans la politique étrangère soviétique.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1955, 1er janvier-30 juin. Paris: Imprimerie nationale, 1987. 849 p. p. 696-697.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République Française

URL: http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_maurice_couve_de_murville_a_antoine_pinay_washington_27_mai_1955-fr-05ba3eca-1792-4658-b790-2de51a668cc8.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Lettre de Maurice Couve de Murville à Antoine Pinay (Washington, 27 mai 1955)

D. n° 2112.

Washington, 27 Mai 1955.

Les services du département d'État se sont efforcés de dégager les raisons qui ont provoqué à Moscou le spectaculaire changement de tactique opéré en politique étrangère.

Les experts américains sont d'avis que depuis la mort de Staline, les dirigeants soviétiques ont procédé à une nouvelle évaluation de la situation mondiale et ont constaté que la politique russe d'intransigeance et de menace n'avait pour résultat que de consolider l'union des puissances occidentales. Cette réévaluation avait été commencée avant la ratification des accords de Paris. Les votes du Parlement français n'auraient été pour les dirigeants soviétiques qu'un des éléments les confirmant dans leur décision de modifier leur tactique.

La première manifestation de ce changement fut l'attitude nouvelle adoptée par le gouvernement russe à l'égard de l'Autriche. Mais, estiment les experts américains, les Soviétiques n'avaient jamais eu l'intention de rester en Autriche. L'occupation russe dans ce pays n'était qu'un atout que le gouvernement soviétique se réservait de jouer au moment opportun. Il a estimé ce moment venu pour amorcer sa politique de neutralisation de l'Europe centrale.

Les services américains sont également convaincus qu'un élément fondamental dans la réévaluation de la politique soviétique a été la conviction que pour un nombre d'années encore indéterminé, l'U.R.S.S. restait sous la menace de la bombe à hydrogène et qu'en cas de conflit, non seulement les réalisations industrielles de la Russie, mais le communisme lui-même pourraient être anéantis. Cet argument prend une valeur particulière dans l'examen des rapports de l'U.R.S.S. avec la Chine.

Les dirigeants soviétiques auraient estimé que le gouvernement chinois, par une politique aventureuse, de plus en plus indépendante de Moscou, risquait de les entraîner dans un conflit qui ne pourrait pas être localisé.

Enfin, les difficultés économiques en U.R.S.S. auraient également pesé lourdement dans l'élaboration de la nouvelle politique soviétique. Sans doute ces difficultés ne sont pas nouvelles et il n'y a pas, à proprement parler, de crise économique en U.R.S.S. Toutefois, les nouveaux dirigeants soviétiques se sont rendus compte de l'ampleur de ces problèmes économiques et surtout agricoles. L'expérience Malenkov a montré qu'on ne pouvait indéfiniment imposer des sacrifices à la population russe et qu'il était nécessaire de satisfaire les aspirations à un niveau de vie meilleur qui se manifestaient surtout parmi les bureaucrates parvenus du régime.

Quelles que soient les raisons qui ont amené les dirigeants soviétiques à modifier leur attitude, le département d'État reste convaincu qu'il ne s'agit que d'un changement de tactique. Les buts que s'est fixés Moscou restent toujours d'empêcher le réarmement allemand et d'obtenir le départ des troupes américaines d'Europe. Au lieu de rechercher à atteindre ces résultats par la menace, les dirigeants soviétiques utilisent maintenant la formule de la neutralisation. Cette neutralisation, dans leur esprit, ne doit s'appliquer qu'aux pays en dehors de l'orbite soviétique et les experts américains restent en majorité convaincus que le gouvernement soviétique n'abandonnera pas l'Allemagne orientale. L'évacuation de la zone soviétique en Autriche ne constitue pas, à leur avis, un précédent, car cette zone n'a jamais été érigée en satellite.